

« Il n’y a pas d’éducation sans un moratoire assumé des certitudes et des invectives »

[Philippe Meirieu](#)

[Professeur honoraire en sciences de l’éducation](#)

Professeur honoraire en sciences de l’éducation, Philippe Meirieu juge, dans une tribune au « Monde », que l’éducation mérite un climat apaisé loin de « l’agressivité d’atmosphère » de la société. Ces conditions doivent permettre aux enseignants de déconstruire les préjugés de leurs élèves, selon l’auteur de « Qui veut encore des professeurs ? ».

L’enchaînement d’événements tragiques répercutés en continu par les médias et les réseaux sociaux crée aujourd’hui une agressivité d’atmosphère qui rend plus difficile que jamais l’éducation de nos enfants et adolescents. Déjà chauffés à blanc par les publicitaires, ils se trouvent, de fait, immergés et engagés dans une guerre des certitudes quand il faudrait, au contraire, qu’ils prennent le temps d’apprendre à douter pour pouvoir faire face eux-mêmes, une fois devenus adultes, aux bouleversements qui les attendent.

La crise sanitaire, déjà, avait créé un climat général d’insécurité psychique qui les a durablement affectés. Quand un individu se sent menacé dans ses équilibres fondamentaux et que son rapport aux autres et au monde est remis en question, il est tenté de retrouver un semblant de stabilité en se crispant sur des principes rudimentaires, des schémas simplistes ou des oppositions binaires. Sans étayage culturel, la fragilité intérieure ouvre la voie au dogmatisme et les personnes deviennent ainsi des proies faciles pour les populismes et les fanatismes de toutes sortes.

Espace public saturé

C’est pourquoi, sans doute, les débats essentiels sur les ébranlements sociétaux auxquels nous sommes confrontés – la crise climatique, les guerres qui ensanglantent le monde, la question des migrations, les interrogations liées au genre et à la remise en cause du modèle patriarcal de l’autorité – produisent, à côté de réflexions de haut niveau qui acceptent de se confronter avec la complexité, un emballement de crispations identitaires, des affrontements sans fin de positions caricaturales, des violences verbales inouïes quiaturent le débat public.

Or, l’éducation requiert tout le contraire : que l’on apprenne à surseoir à ses pulsions primaires, que l’on interroge ses représentations, que l’on se méfie des lieux communs et des pseudo-évidences, que l’on prenne le temps de réfléchir, de s’informer, de confronter sereinement son point de vue avec ceux des autres. Que l’on accepte de substituer, un moment, à la satisfaction d’être dans le camp de la vérité la recherche collective de la précision, de la justesse et d’une vérité qu’on sait

pourtant inaccessible. Pas d'éducation authentique sans un moratoire assumé des certitudes et des invectives.

C'est ainsi qu'il faut comprendre, je crois, la phrase de Jean Zay : « *Les écoles doivent rester l'asile inviolable où les querelles des hommes ne pénètrent pas.* » Mais, si l'on peut exiger des élèves qu'ils éteignent, dans l'enceinte scolaire, leur téléphone portable, on ne peut pas suspendre par décret leurs émotions, leurs ressentiments et leur violence intérieure... Il ne faudrait pas en conclure, pour autant, que les professeurs sont impuissants. Tout au contraire : ils peuvent, en effet, sur chacun des objets de leur enseignement – et même si ceux-ci semblent bien éloignés du débat public –, faire ce travail de désintrication, difficile mais fondamental, du « croire » et du « savoir ».

Surchauffe idéologique

Il n'est pas une question au programme sur laquelle les élèves ne disposent déjà de représentations erronées ou de conceptions approximatives. Il serait totalement illusoire de les ignorer ou de prétendre leur substituer, grâce au miracle de la magistralité, en un bras de fer inquisitorial toujours incertain, la vérité scientifique ou la raison universelle. Les préjugés des élèves sont comme la terre du potier : on ne l'enlève pas pour lui substituer la perfection du pot, on la travaille. Affaire, selon les disciplines et les objets d'enseignement, d'écoute et d'expérimentations, d'enquêtes et de recherches, d'échanges organisés et de débats soigneusement régulés. Entreprise quotidienne exigeante qui impose, aussi, de revoir nos pratiques d'évaluation : car il importe moins, alors, de noter la conformité du résultat à une norme dont l'acceptation est, le plus souvent, purement opportuniste, que de valoriser une progression pour encourager le dépassement.

Et, si certains enseignants peuvent parfois travailler directement à partir des événements de l'actualité, c'est bien l'ensemble des professeurs qui se trouve directement concerné par la surchauffe idéologique qui nous submerge, charriant son insupportable déferlement d'invectives. Et c'est bien à eux que revient cette responsabilité essentielle de faire baisser la tension en suscitant l'attention. Tâche fondamentale s'il en est qui requiert, au moins, la reconnaissance de l'importance fondatrice d'un métier qui cheville la démocratie. Et qui supposerait – rêvons un peu – que les industries de programmes qui tirent leurs profits de l'exaspération des oppositions et de la surenchère des caricatures, ainsi que les incendiaires de tous bords aujourd'hui dopés par une actualité plus tragique que jamais, s'interrogent sur leur responsabilité dans la montée des violences de toutes sortes qu'ils dénoncent bruyamment par ailleurs.

Philippe Meirieu est professeur honoraire en sciences de l'éducation et l'auteur de « Qui veut encore des professeurs ? » (Seuil, 60 pages, 4,90 euros).